

Rapport financier consolidé

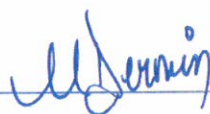
Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Derouin, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Lachute pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature



Date

01-08-2022

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	21
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	22
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	23
Situation financière par organismes	24
Charges par objets	25
Excédent (déficit) accumulé	26
Avantages sociaux futurs	30

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	38
Analyse des charges consolidées	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Lachute

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Lachute (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



GARIÉPY BUSSIÈRE CPA INC.*

*Par Jean-Gaétan Gariépy, CPA auditeur

Saint-Jérôme, le 1er août 2022

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	19 807 800	19 430 299	18 843 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 170 300	1 171 620	1 160 535
Quotes-parts	3			
Transferts	4	9 248 523	4 829 756	3 910 394
Services rendus	5	1 310 176	1 345 915	1 441 338
Imposition de droits	6	827 000	2 636 616	2 048 106
Amendes et pénalités	7	393 400	480 086	517 919
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	83 300	206 569	74 455
Autres revenus	10	5 607 300	405 320	481 835
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		1 280 588	(634 775)
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	38 447 799	31 786 769	27 842 807
Charges				
Administration générale	14	4 495 542	4 635 664	6 201 298
Sécurité publique	15	3 963 619	3 963 131	3 694 074
Transport	16	6 364 901	6 399 723	5 972 978
Hygiène du milieu	17	6 224 464	6 883 943	5 221 866
Santé et bien-être	18	78 110	138 213	153 738
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 145 214	1 092 534	959 236
Loisirs et culture	20	4 065 499	3 651 450	3 327 920
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 096 386	853 297	918 057
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	27 433 735	27 617 955	26 449 167
Excédent (déficit) de l'exercice	25	11 014 064	4 168 814	1 393 640
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		65 589 678	64 196 038
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		65 589 678	64 196 038
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		69 758 492	65 589 678

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 839 930	2 509 331
Débiteurs (note 5)	2	15 798 058	14 149 861
Prêts (note 6)	3		120 817
Placements de portefeuille (note 7)	4	290 076	258 042
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	2 580 502	1 594 214
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	20 508 566	18 632 265
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 141 070	4 627
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 822 190	7 705 089
Revenus reportés (note 12)	12	773 197	651 221
Dette à long terme (note 13)	13	39 277 613	34 205 082
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15	450 000	450 000
	16	49 464 070	43 016 019
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(28 955 504)	(24 383 754)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	97 492 223	88 914 489
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	548 933	548 933
Stocks de fournitures	20	459 917	364 878
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	212 923	145 132
	23	98 713 996	89 973 432
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	69 758 492	65 589 678

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 014 064	4 168 814	1 393 640
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	17 858 000)(	13 682 498)(	6 348 728)
Produit de cession	3		96 889	
Amortissement	4	4 255 400	5 008 374	4 369 526
(Gain) perte sur cession	5		(499)	11 750
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(13 602 600)	(8 577 734)	(1 967 452)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(95 039)	(9 754)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(67 791)	(36 777)
	13		(162 830)	(46 531)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(2 588 536)	(4 571 750)	(620 343)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(24 383 754)	(23 763 411)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(24 383 754)	(23 763 411)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(28 955 504)	(24 383 754)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 168 814	1 393 640
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	5 008 374	4 369 526
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession immo	3	(499)	11 750
▪ Provision pour moins-value	4	66 473	73 638
	5	9 243 162	5 848 554
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 799 818)	(2 626 742)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	268 724	3 080 089
Revenus reportés	9	121 976	80 275
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(95 039)	(9 755)
Autres actifs non financiers	13	(67 791)	(36 777)
	14	7 671 214	6 335 644
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(13 682 498)	(6 348 728)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	96 889	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(13 585 609)	(6 348 728)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(1 379 096)	()
Remboursement ou cession	21	415 117	957 859
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	(963 979)	957 859
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	8 431 400	7 660 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(3 323 185)	(9 044 788)
Variation nette des emprunts temporaires	27	1 136 443	4 627
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(35 685)	21 308
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	6 208 973	(1 358 853)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(669 401)	(414 078)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	2 509 331	2 923 409
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	2 509 331	2 923 409
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	1 839 930	2 509 331

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes* du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville de Lachute. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne.

Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et les partenariats.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Les partenariats de la Ville comprennent les organismes suivants:

Régie d'assainissement des eaux usées de Chatham/Lachute (RAEUCL): Consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 90,3712 % pour les postes de revenus et dépenses et 92.5867 % pour les postes d'actifs, passifs et excédents.

La Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes est un partenariat commercial qui constitue une entreprise municipale conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Elle est présentée aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

La quote-part de la Ville de Lachute dans la Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes est de 49.05 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) Comptabilité d'exercice

Les opérations de la Ville sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs et les prêts, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre d'assainissement des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition, ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de recouvrement.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de recouvrement.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et présentées à leur valeur amortie. Les dons sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties linéairement selon leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service et selon les périodes d'amortissement suivantes :

Infrastructures : 15, 20 et 40 ans

Bâtiments : 40 ans

Véhicules : 10 et 20 ans

Machinerie, outillage et équipement divers : 10 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans

Terrains : non amortis

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission d'obligations sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de remboursement de la dette à long terme afférente et sont présentés en contrepartie de la dette à long terme.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations de taxes représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Revenus reportés

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

Les sommes reçues pour fins de parcs et terrains de jeux en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* sont reportées jusqu'à ce qu'elles servent à acquérir ou aménager des terrains à ces fins.

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

E) Revenus

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Constatation des revenus

Les taxes foncières sont constatées lors du dépôt du rôle de perception;
 Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
 Les taxes foncières et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;
 Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
 Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
 Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
 Le gain ou perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert;
 Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Mesure d'allègement fiscal relative aux frais reportés :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

- amorti sur la durée résiduelle applicable pour le rôle d'évaluation (2016-2017-2018)
- Frais d'assainissement des sites contaminés :
 - renversé en totalité dans l'exercice au cours duquel le financement à long terme sera réalisé (règlement 2015-769).
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant l'excédent de fonctionnement affectés et l'excédent de fonctionnement non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Fonds de roulement

Ce fond est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

Remboursement de la dette à long terme

Ce poste représente les remboursements de capital relatifs aux emprunts contractés et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subvention des différentes immobilisations faisant l'objet du financement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 839 930	2 509 331
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	1 839 930	2 509 331
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	478 484	763 121
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note**5. Débiteurs**

		2021	2020
Taxes municipales	11	1 386 271	1 456 285
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	10 803 271	8 323 705
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	936 985	1 558 319
Organismes municipaux	15	519 511	203 718
Autres			
▪ Amendes et frais à recevoir	16	413 998	556 067
▪ Mutations, assurance et autres	17	1 738 022	2 051 767
	18	15 798 058	14 149 861
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	4 831 030	4 781 059
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	4 831 030	4 781 059
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	1 145 561	888 644

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		120 817
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		120 817
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	290 076	258 042
Autres placements	31		
	32	290 076	258 042
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	443 264	421 077
Autres régimes (REER et autres)	41	678 405	21 331
Régimes de retraite des élus municipaux	42	27 309	36 222
	43	1 148 978	478 630

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'emprunts temporaires autorisés totalisant un maximum de 3 700 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel de l'institution financière. Au 31 décembre 2021, les emprunts temporaires utilisés se chiffrent à 500 000 \$ (0 \$ au 31 décembre 2020).

11. Créditeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	4 871 814	5 619 413
Salaires et avantages sociaux	48	154 615	222 115
Dépôts et retenues de garantie	49	1 316 574	545 222
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Organismes municipaux	51	244 625	141 361
▪ Gouvernement du Québec	52	58 094	9 593
▪ Intérêt courus à payer	53	149 797	146 750
▪ Vacances courues	54	552 186	514 094
▪ Autres	55	474 485	506 541
	56	7 822 190	7 705 089

Note**12. Revenus reportés**

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	456 109	348 489
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		5 603
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	38 474	33 694
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64	159 484	158 276
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Transferts	69	49 124	68 189
▪ Autres	70	70 006	36 970
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	773 197	651 221

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,39	2,96	2022	2026	77	39 578 956	34 470 740
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	39 578 956	34 470 740
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(301 343)	(265 658)
					87	39 277 613	34 205 082

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		8 646 244			8 646 244
2023	89		9 099 552			9 099 552
2024	90		8 092 126			8 092 126
2025	91		5 876 998			5 876 998
2026	92		7 864 036			7 864 036
2027 et plus	93					
	94		39 578 956			39 578 956
Intérêts et frais accessoires	95					
	96		39 578 956			39 578 956

Note**14. Autres passifs**

		2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97		
Assainissement des sites contaminés	98	450 000	450 000
Autres			
▪	99		
▪	100		
▪	101		
▪	102		
	103	450 000	450 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	39 077 126	5 897 850	10 955	44 964 021
Eaux usées	105	46 210 556	2 275 791	34 932	48 451 415
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	41 057 013	3 221 619	302 991	43 975 641
Autres					
▪ Parcs, Aéroport, Éclairage rue	107	12 298 900	429 701	(15 469)	12 744 070
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	10 259 462	4 462		10 263 924
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	5 283 356	56 267	54 165	5 285 458
Ameublement et équipement de bureau	113	1 252 507	158 616	15 221	1 395 902
Machinerie, outillage et équipement divers	114	5 391 252	109 982	127 139	5 374 095
Terrains	115	3 521 430	116 900	36 005	3 602 325
Autres	116	6 768			6 768
	117	164 358 370	12 271 188	565 939	176 063 619
Immobilisations en cours	118	4 724 343	1 411 310	15 681	6 119 972
	119	169 082 713	13 682 498	581 620	182 183 591
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	19 631 084	949 206	1 309	20 578 981
Eaux usées	121	21 138 787	1 277 413	338 201	22 077 999
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	21 279 602	1 397 583		22 677 185
Autres					
▪ Parcs, Aéroport, Éclairage rue	123	6 944 448	459 225		7 403 673
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	4 729 704	237 568		4 967 272
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	2 730 838	258 802	54 044	2 935 596
Ameublement et équipement de bureau	129	1 014 221	105 662	3 045	1 116 838
Machinerie, outillage et équipement divers	130	2 692 772	322 915	88 631	2 927 056
Autres	131	6 768			6 768
	132	80 168 224	5 008 374	485 230	84 691 368
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	88 914 489			97 492 223
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	()	()	()	()
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138	421 348	421 348
Autres	139	127 585	127 585
	140	548 933	548 933
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	548 933	548 933

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	154	172 861	115 203
▪ Immatriculations	155	9 969	8 910
▪ Divers	156	30 093	21 019
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	212 923	145 132

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville de Lachute est membre de la Municipalité régionale de comté d'Argenteuil. De ce fait, elle doit assumer sa part des charges de cet organisme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

En vertu de l'entente intermunicipale constitutive de la Régie intermunicipale Argenteuil/Deux-Montagnes, la Ville s'est engagée à utiliser exclusivement les services d'élimination des déchets établis par la Régie. L'existence de la Régie a été prolongée jusqu'en 2030.

L'engagement de la Ville de Lachute, en vertu de contrats de gestion de l'aéroport, de collecte et transport de matières résiduelles, d'entretien, de contrôle biologique des insectes piqueurs, de contrôle animalier, de soutien aux logiciels, de déneigement et autres obligations s'élève à 6 065 991\$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2022 -	2 393 127 \$
2023 -	1 910 989 \$
2024 -	1 506 392 \$
2025 -	29 220 \$
2026 -	29 220 \$

De plus, la Ville de Lachute s'est engagée, en vertu de contrats de location d'équipement, à verser des loyers totalisant 57 895 \$ pour les années 2022 à 2026.

Office municipal d'habitation de Lachute

L'Office municipal d'habitation de Lachute (OMHL), la Ville de Lachute et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Ville de Lachute contribue à 10 % au déficit d'exploitation. Au 1er janvier 2021, l'Office municipal d'habitation de Lachute et l'Office municipal de Saint-André d'Argenteuil ont fusionné, menant ainsi à la constitution de l'Office régional d'habitation d'Argenteuil (ORHA). À compter du 1er janvier 2021, la Ville de Lachute contribue à la hauteur de 5 % du déficit d'exploitation de l'ORHA.

20. Droits contractuels

La Ville de Lachute a conclu des contrats de location de terrains, d'espaces sur des tours de télécommunication pour des antennes et autres ententes, échéant à différentes dates jusqu'en 2029, prévoyant la perception de sommes totalisant 302 314 \$. Les revenus de location et de compensation financière à percevoir au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2022 -	72 538 \$
2023 -	38 976 \$
2024 -	33 189 \$
2025 -	33 542 \$
2026 -	31 322 \$

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 9 545 374 \$ à la ville pour des travaux admissibles. La ville doit également investir 4 971 350 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, 2 938 938 \$ a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 4 923 236 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

21. Passifs éventuels

S/O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
	160		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à plus de 879 000 \$ ont été entreprises contre la Ville. Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

S/O.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés après éliminations des opérations réciproques.

25. Instruments financiers

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021		Réalisations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	18 843 000	19 307 800	19 430 299		19 430 299
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 160 535	1 170 300	1 171 620		1 171 620
Quotes-parts	3					818 187
Transferts	4	1 727 950	656 300	674 970		720
Services rendus	5	2 169 752	2 170 600	2 034 685		675 690
Imposition de droits	6	2 048 106	827 000	2 636 616		1 345 915
Amendes et pénalités	7	517 919	393 400	480 086		2 636 616
Revenus de placements de portefeuille	8					480 086
Autres revenus d'intérêts	9	74 455	83 300	206 569		206 569
Autres revenus	10	306 516	168 900	260 256		260 256
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	26 848 233	24 777 600	26 895 101		818 907
						26 207 051
Investissement						
Taxes	13		500 000			
Quotes-parts	14					
Transferts	15	2 157 390	8 591 500	4 154 066		4 154 066
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17	74 765	5 354 900	84 642		84 642
Autres	18	100 554	83 500	60 422		60 422
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19	(634 775)		1 280 588		1 280 588
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	1 697 934	14 529 900	5 579 718		5 579 718
	22	28 546 167	39 307 500	32 474 819		818 907
						31 786 769
Charges						
Administration générale	23	6 087 087	4 859 300	4 546 242	146 972	4 635 664
Sécurité publique	24	3 493 077	3 597 700	3 751 749	211 382	3 963 131
Transport	25	4 073 433	5 089 900	4 482 609	1 917 114	6 399 723
Hygiène du milieu	26	4 450 450	4 618 700	4 416 506	1 699 981	6 883 943
Santé et bien-être	27	153 738	75 000	138 213		138 213
Aménagement, urbanisme et développement	28	956 857	1 096 700	1 089 364	3 170	1 092 534
Loisirs et culture	29	2 874 053	3 085 800	3 188 045	463 405	3 651 450
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	903 724	1 068 100	844 308		8 989
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	4 169 045	4 255 400	4 442 024	4 442 024	
	34	27 161 464	27 746 600	26 899 060		2 225 852
						27 617 955
Excédent (déficit) de l'exercice	35	1 384 703	11 560 900	5 575 759		(1 406 945)
						4 168 814

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021		Réalisations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 384 703	11 560 900	5 575 759	(1 406 945)	4 168 814
Moins : revenus d'investissement	2	(1 697 934)	(14 529 900)	(5 579 718)	()	(5 579 718)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(313 231)	(2 969 000)	(3 959)	(1 406 945)	(1 410 904)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	4 169 045	4 255 400	4 442 024	566 350	5 008 374
Produit de cession	5			96 887		96 887
(Gain) perte sur cession	6	11 750		(499)		(499)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	4 180 795	4 255 400	4 538 412	566 350	5 104 762
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	294 300	294 300	415 117		415 117
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	73 638		66 473		66 473
	15	367 938	294 300	481 590		481 590
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			1 900 000	914 550	2 814 550
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 475 812)	(2 576 300)	(2 625 726)	(74 034)	(2 699 760)
	18	(2 475 812)	(2 576 300)	(725 726)	840 516	114 790
Affectations						
Activités d'investissement	19	(137 103)	(206 600)	(227 961)	(22 902)	(250 863)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	310 560		1 021 926		1 021 926
Excédent de fonctionnement affecté	21	831 454	1 639 000	905 275		905 275
Réserves financières et fonds réservés	22	(342 276)	(436 800)	(442 518)		(442 518)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(94)			22 421	22 421
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	662 541	995 600	1 256 722	(481)	1 256 241
	26	2 735 462	2 969 000	5 550 998	1 406 385	6 957 383
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 422 231		5 547 039	(560)	5 546 479

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020		Réalisations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 697 934	5 579 718		5 579 718
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	683 977)(	93 865)(	) (	93 865)
Sécurité publique	3 (	109 738)(	621 223)(	) (	621 223)
Transport	4 (	3 092 657)(	6 262 758)(	) (	6 262 758)
Hygiène du milieu	5 (	1 390 024)(	4 996 719)(	61 177)(	5 057 896)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	162 934)(	30 760)(	) (	30 760)
Loisirs et culture	8 (	870 233)(	1 615 996)(	) (	1 615 996)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	6 309 563)(	13 621 321)(	61 177)(	13 682 498)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	) (	) (	) (	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	(536 268)) (	1 379 095)(	) (	1 379 095)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	2 162 319	5 839 400		5 839 400
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	137 103	227 961	22 902	250 863
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	782 185			
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18	876 096	728 715		728 715
	19	1 795 384	956 676	22 902	979 578
	20	(1 815 592)	(8 204 340)	(38 275)	(8 242 615)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(117 658)	(2 624 622)	(38 275)	(2 662 897)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	Administration municipale	Administration municipale	2021 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS						
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 410 375		1 203 745	636 185	1 839 930
Débiteurs (note 5)	2	14 129 364		15 809 130	110 832	15 798 058
Prêts (note 6)	3	120 817				
Placements de portefeuille (note 7)	4	258 042		290 076		290 076
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	1 594 214		2 580 502		2 580 502
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6					
Autres actifs financiers (note 9)	7					
	8	18 512 812		19 883 453	747 017	20 508 566
PASSIFS						
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9					
Emprunts temporaires (note 10)	10			500 000	641 070	1 141 070
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 652 283		6 915 612	1 028 482	7 822 190
Revenus reportés (note 12)	12	651 221		773 197		773 197
Dette à long terme (note 13)	13	33 718 342		38 873 657	403 956	39 277 613
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14					
Autres passifs (note 14)	15	450 000		450 000		450 000
	16	42 471 846		47 512 466	2 073 508	49 464 070
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(23 959 034)		(27 629 013)	(1 326 491)	(28 955 504)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations corporelles (note 15)	18	80 712 280		89 795 183	7 697 040	97 492 223
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	548 933		548 933		548 933
Stocks de fournitures	20	364 878		459 917		459 917
Actifs incorporels achetés (note 17)	21					
Autres actifs non financiers (note 18)	22	145 132		212 923		212 923
	23	81 771 223		91 016 956	7 697 040	98 713 996
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	2 862 936		6 442 831	29 556	6 472 387
Excédent de fonctionnement affecté	25	2 627 447		2 667 391		2 667 391
Réserves financières et fonds réservés	26	720 974		460 894		460 894
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	2 124 701)	(	3 831 900)	936 971)	4 768 871)
Financement des investissements en cours	28	(2 027 233)		(4 655 866)	(40 272)	(4 696 138)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	55 752 766		62 304 593	7 318 236	69 622 829
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30					
	31	57 812 189		63 387 943	6 370 549	69 758 492

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Rémunération					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1				
Autre	2	8 386 700	8 175 365	8 184 619	9 529 987
Charges sociales					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3				
Autres	4	1 706 000	1 730 150	1 731 690	1 568 063
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	8 873 800	8 404 462	9 355 410	8 177 022
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme					
à la charge					
De l'organisme municipal	9	878 300	729 147	737 413	787 150
D'autres organismes municipaux	10			720	
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11	189 800	115 123	115 126	131 029
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13		38	38	(122)
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	3 205 700	2 724 988	1 906 801	1 605 262
Transferts	15				
Autres	16	16 500	83 956	83 956	84 231
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18	191 400	210 084	210 084	233 590
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	4 255 400	4 442 024	5 008 375	4 369 526
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Mauvaises créances	21	38 000	283 723	283 723	(59 712)
▪ Réclamations dommages	22	5 000			23 141
▪	23				
	24	27 746 600	26 899 060	27 617 955	26 449 167

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	6 472 387	2 893 050
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 667 391	2 627 447
Réserves financières et fonds réservés	3	460 894	720 974
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	4 768 871)(	2 124 701)
Financement des investissements en cours	5	(4 696 138)	(2 029 230)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	69 622 829	63 502 138
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	69 758 492	65 589 678
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	6 442 831	2 862 936
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	29 556	30 114
	11	6 472 387	2 893 050
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ À l'exercice suivant	12	750 000	608 100
▪ Développement parcs industriel	13	438 026	438 026
▪ Prog. économie d'eau potable	14	176 456	176 309
▪ Engagements	15	14 439	146 542
▪ Covid-19 (exercice suivant)	16	637 700	637 700
▪ Mandat d'évaluation	17	362 194	242 194
▪ Élections	18		90 000
▪ Études&avants-projets rég.emp.	19	186 562	186 562
▪ Plan dir. égouts et Sinistrés	20	102 014	102 014
	21	2 667 391	2 627 447
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	2 667 391	2 627 447

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	444 162	704 242
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	16 732	16 732
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪	45		
▪	46		
	47	460 894	720 974
	48	460 894	720 974

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 (	)(
Autres	53 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 (	)(
	55 (	)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 (	)(
Assainissement des sites contaminés	57 (	450 000)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 (	)(
Autres		
▪	59 (	)(
▪	60 (	)(
	61 (	450 000)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	63 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	65 (	)(
Autres		
▪	66 (	)(
▪	67 (	)(
	68 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	70 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 (	)(
Autres		
▪ Programme Rénovation Québec	73 (	1 481 900)(
▪ Autres activités	74 (	2 836 971)(
	75 (	4 318 871)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
	81	
	82 (	4 768 871)(
		2 124 701)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	83	1 127 403	1 237 689
Investissements à financer	84 (	5 823 541)(	3 266 919)
	85	(4 696 138)	(2 029 230)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	97 492 223	88 914 489
Propriétés destinées à la revente	87	548 933	548 933
Prêts	88		120 817
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89	290 076	258 042
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	2 580 502	1 594 214
	91	100 911 734	91 436 495
Ajustements aux éléments d'actif	92		
	93	100 911 734	91 436 495
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	94 (	39 277 613)(	34 205 082)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (	301 343)(	265 658)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96	4 908 451	4 773 489
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	3 381 600	1 674 405
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98		
	99 (	31 288 905)(	28 022 846)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 (	)(	(88 489))
	101 (	31 288 905)(	27 934 357)
	102	69 622 829	63 502 138

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	
Rendement espéré des actifs	85	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	87	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

106 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Lachute contribue à un régime complémentaire de retraite, soit celui du Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Lachute.

Ce régime a été enregistré le 1er avril 1972 et est régi par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite. Le règlement afférent est le règlement 87-295 de la Ville de Lachute adopté le 15 octobre 1987 et ayant pris effet le 1er novembre 1988. En avril 1992, un règlement de concordance à la Loi 116, le règlement 92-396, a été adopté avec prise d'effet rétroactive au 1er janvier 1990. Ce règlement a été amendé par les règlements 93-396-1, 94-396-2, 94-396-3, 95-396-4, 97-396-5, 98-396-6, 2000-396-7 et 2003-396-8. Par la suite, ce règlement a été refondu le 4 juillet 2005 sous le numéro 2005-643 et amendé subséquemment par les règlements numéros 2005-643-1, 2006-643-2, 2010-643-3, 2012-643-4, 2016-643-5, 2016-643-6, 2017-643-7 et 2020-643-8.

Ce régime s'adresse aux cadres, cols blancs et cols bleus de la Ville de Lachute.

Contributions des membres :

Cadres : Le régime prévoit des contributions de 7,5% du salaire annuel de base des membres.

Cols blancs : Le régime prévoit des contributions de 7% du salaire annuel de base des membres.

Cols bleus : À compter du 1er janvier 2009, le régime concernant les cols bleus a été modifié pour y introduire une contribution progressive en fonction des heures rémunérées à taux régulier comme suit :

- jusqu'à 2 080 heures : 2 %
- de 2 081 à 4 160 heures : 4 %
- de 4 161 à 6 240 heures : 6 %
- à compter de 6 241 heures : 7,5 %

Contributions de la Ville de Lachute :

Cadres : La contribution de l'employeur est de 7,5% du salaire annuel de base des membres.

Cols blancs : La contribution de l'employeur s'établit à 8% sur la base des heures rémunérées au taux régulier.

Cols bleus : La contribution de l'employeur s'établit sur la base des heures rémunérées au taux régulier comme suit :

- jusqu'à 2 080 heures : 4 %
- de 2 081 à 4 160 heures : 4 %
- de 4 161 à 6 240 heures : 4 %
- à compter de 6 241 heures : 7,5 %

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111	443 264	421 077
	112	443 264	421 077

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 2

Description des régimes et autres renseignements

La Ville contribue également à un régime d'allocations de départ pour les élus municipaux et à un régime de primes de départ pour les employés cols bleus. Ces contributions découlent respectivement de la Loi sur le traitement des élus municipaux et d'une convention collective signée avec les cols bleus en novembre 2016.

Allocations de départ pour les élus municipaux

- La dépense de l'exercice est de 9 721 \$ (7 128 \$ en 2020) et la somme accumulée pour allocation de départ au 31 décembre 2021 s'établit à 36 115 \$ (32 987 \$ en 2020).

Primes de départ des employés cols bleus

- La dépense de l'exercice est de 668 684 \$ (14 203 \$ en 2020) et la somme accumulée pour primes de départ au 31 décembre 2021 s'établit à 314 912 \$ (286 841 \$ en 2020)

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117	678 405	21 331
	118	678 405	21 331

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	7	8

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	8 103	9 391
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	27 309	31 648
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		4 574
	123	27 309	36 222

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	11 778 708	11 778 708	11 244 135
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	2 548 959	2 548 959	2 474 908
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	796 281	796 281	837 855
Activités de fonctionnement	8	1 330 147	1 330 147	1 362 361
Activités d'investissement	9			
Autres	10	64	64	
	11	16 454 159	16 454 159	15 919 259
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 640 771	1 640 771	1 618 279
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 073 376	1 073 376	1 049 199
Autres				
▪ Contrôle biologique moustiques	16	189 604	189 604	186 195
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	72 389	72 389	70 068
Service de la dette	20			
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	2 976 140	2 976 140	2 923 741
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	2 976 140	2 976 140	2 923 741
	29	19 430 299	19 430 299	18 843 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	103 841	103 841	103 680
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31	1 765	1 765	1 765
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34	105 606	105 606	105 445
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	334 698	334 698	334 699
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	625 594	625 594	622 129
	38	960 292	960 292	956 828
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	1 065 898	1 065 898	1 062 273
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	24 321	24 321	24 310
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45	330	330	(4 298)
Taxes d'affaires	46			
	47	24 651	24 651	20 012
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49	80 401	80 401	77 592
	50	80 401	80 401	77 592
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité				
Autres	51			
	52	670	670	658
	53	670	670	658
	54	1 171 620	1 171 620	1 160 535

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55			
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57	8 388	8 388	31 468
Sécurité civile	58			
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	39 921	39 921	137 142
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70	32 408	32 408	47 616
Réseau de distribution de l'eau potable	71	22 706	22 706	30 669
Traitement des eaux usées	72	414	630	3 637
Réseaux d'égout	73	41 069	41 573	68 935
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75	75 804	75 804	76 451
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
	Logement social	82		
	Sécurité du revenu	83		
	Autres	84		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	85	3 433	3 433
	Rénovation urbaine	86		8 411
	Promotion et développement économique	87		
	Autres	88		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	89	21 368	21 368
	Activités culturelles			48 412
	Bibliothèques	90	81 463	81 463
	Autres	91		71 894
Réseau d'électricité				
		92		
		93	326 974	327 694
				524 635

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	94		
Sécurité publique			
Police	95		
Sécurité incendie	96		25 001
Sécurité civile	97		
Autres	98		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	99	1 716 739	1 716 739
Enlèvement de la neige	100		963 219
Autres	101		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	102		
Transport adapté	103		
Transport scolaire	104		
Autres	105		
Transport aérien	106		
Transport par eau	107		
Autres	108		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109	1 697 338	1 697 338
Réseau de distribution de l'eau potable	110	214 324	76 035
Traitement des eaux usées	111		406 527
Réseaux d'égout	112	425 772	21 849
Matières résiduelles			681 948
Déchets domestiques et assimilés	113		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	114		
Tri et conditionnement	115		
Autres	116		
Autres	117		
Cours d'eau	118	97 911	97 911
Protection de l'environnement	119		
Autres	120		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123	1 982	1 982	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128			4 660
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			
Autres	130			
Réseau d'électricité	131			
	132	4 154 066	4 154 066	2 179 239

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	123 119	123 119	115 969
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140			
Dotation spéciale de fonctionnement	141	111 156	111 156	115 261
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143	113 721	113 721	975 290
	144	347 996	347 996	1 206 520
TOTAL DES TRANSFERTS	145	4 829 036	4 829 756	3 910 394

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	146	217 092	217 092	255 429
Évaluation	147			
Autres	148	19 766	13 887	17 315
	149	236 858	230 979	272 744
Sécurité publique				
Police	150			
Sécurité incendie	151	122 528	122 528	88 267
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154	122 528	122 528	88 267
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159	6 222	6 222	6 101
	160	6 222	6 222	6 101
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161	45 168	45 168	67 541
Réseau de distribution de l'eau potable	162			157
Traitement des eaux usées	163	544 826	142 192	286 142
Réseaux d'égout	164	310 118	29 861	55 266
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	900 112	217 221	409 106

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	174		
Autres	175		
	176		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	177		
Rénovation urbaine	178		
Promotion et développement économique	179		
Autres	180		
	181		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	182	284 563	284 563
Activités culturelles			213 735
Bibliothèques	183	17 111	17 111
Autres	184	29 253	(10 621)
	185	330 927	330 927
			219 571
Réseau d'électricité			
	186		
	187	1 596 647	907 877
			995 789

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	62 467	62 467	85 914
	191	62 467	62 467	85 914
Sécurité publique				
Police	192	26 147	26 147	
Sécurité incendie	193	47 651	47 651	
Sécurité civile	194			
Autres	195			54 654
	196	73 798	73 798	54 654
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199	26 255	26 255	34 870
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205	26 255	26 255	34 870
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206			
Réseau de distribution de l'eau potable	207	39 648	39 648	16 876
Traitement des eaux usées	208			123 444
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211			
Autres	212			
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215			
	216	39 648	39 648	140 320

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	1 305	1 305	
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225	1 305	1 305	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	222 989	222 989	119 599
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	10 281	10 281	8 933
Autres	228	1 295	1 295	1 259
	229	234 565	234 565	129 791
Réseau d'électricité				
	230			
	231	438 038	438 038	445 549
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	2 034 685	1 345 915	1 441 338

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	204 569	204 569	126 242
Droits de mutation immobilière	234	2 432 047	2 432 047	1 921 864
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	2 636 616	2 636 616	2 048 106
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	480 086	480 086	517 919
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	206 569	206 569	74 455
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	499	499	(11 750)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243	66 722	66 722	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245	84 642	84 642	74 765
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247	79 913	79 913	138 603
Autres contributions	248			
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	173 544	173 544	280 217
	251	405 320	405 320	481 835
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	619 817		619 817	645 622	648 764
Greffes et application de la loi	2	934 534		934 534	934 534	651 178
Gestion financière et administrative	3	1 233 436	125 451	1 358 887	1 358 887	3 573 993
Évaluation	4	538 472		538 472	538 472	174 160
Gestion du personnel	5	447 092		447 092	447 092	816 935
Autres						
▪ Administration municipale	6	772 891	21 521	794 412	711 057	336 268
▪	7					
	8	4 546 242	146 972	4 693 214	4 635 664	6 201 298
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	2 011 923		2 011 923	2 011 923	1 906 944
Sécurité incendie	10	1 495 543	211 382	1 706 925	1 706 925	1 559 722
Sécurité civile	11	40 641		40 641	40 641	53 959
Autres	12	203 642		203 642	203 642	173 449
	13	3 751 749	211 382	3 963 131	3 963 131	3 694 074
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 262 001	1 652 702	3 914 703	3 914 703	3 622 336
Enlèvement de la neige	15	1 672 274	51 749	1 724 023	1 724 023	1 581 296
Éclairage des rues	16	99 766	99 112	198 878	198 878	301 219
Circulation et stationnement	17	205 180	27 736	232 916	232 916	174 038
Transport collectif						
Transport en commun	18	109 364		109 364	109 364	104 521
Transport aérien	19	134 024	49 944	183 968	183 968	153 697
Transport par eau	20					
Autres	21		35 871	35 871	35 871	35 871
	22	4 482 609	1 917 114	6 399 723	6 399 723	5 972 978

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	915 641	420 751	1 336 392	1 166 396
Réseau de distribution de l'eau potable	24	586 335	533 820	1 120 155	973 281
Traitement des eaux usées	25	1 220 052	43 243	1 970 382	852 083
Réseaux d'égout	26	522 122	692 170	1 274 661	1 111 304
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	402 721		402 721	330 718
Élimination	28	224 736	9 997	234 733	223 237
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	207 665		207 665	143 345
Tri et conditionnement	30	31 544		31 544	112 626
Matières organiques					
Collecte et transport	31	159 453		159 453	143 276
Traitement	32				
Matériaux secs					
Autres	34				56 647
Plan de gestion	35	1 955		1 955	11 025
Autres	36	46 967		46 967	
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement					
Autres	39	97 315		97 315	97 928
	40	4 416 506	1 699 981	6 883 943	5 221 866
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	138 213		138 213	153 738
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44	138 213		138 213	153 738

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	868 522	3 170	871 692	871 692	727 262
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	220 842		220 842	220 842	231 380
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					594
	52	1 089 364	3 170	1 092 534	1 092 534	959 236
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	74 909	14 187	89 096	89 096	68 094
Patinaires intérieures et extérieures	54	494 621	41 822	536 443	536 443	404 491
Piscines, plages et ports de plaisance	55	353 962	40 537	394 499	394 499	426 281
Parcs et terrains de jeux	56	1 179 246	336 570	1 515 816	1 515 816	1 449 237
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	4 971		4 971	4 971	9 890
Autres	59	36 561	3 634	40 195	40 195	10 809
	60	2 144 270	436 750	2 581 020	2 581 020	2 368 802
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	49 844		49 844	49 844	64 210
Bibliothèques	62	993 931	26 655	1 020 586	1 020 586	894 908
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	1 043 775	26 655	1 070 430	1 070 430	959 118
	67	3 188 045	463 405	3 651 450	3 651 450	3 327 920

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	745 004		745 004	753 993	814 719
Autres frais	70	99 266		99 266	99 266	103 460
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	38		38	38	(122)
	73	844 308		844 308	853 297	918 057
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	4 442 024 (	4 442 024)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non auditée		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Infrastructures				
	1	726 320	726 320	487 145
Conduites d'eau potable				
Usines de traitement de l'eau potable	2	4 876 628	4 876 628	121 658
Usines et bassins d'épuration	3			9 744
Conduites d'égout	4	2 277 110	2 277 110	771 476
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 156 479	3 156 479	1 268 333
Ponts, tunnels et viaducs	7	1 444	1 444	472 688
Systèmes d'éclairage des rues	8	50 013	50 013	547 909
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	587 510	587 510	272 014
Autres infrastructures	11	340 603	340 603	25 326
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	4 642	4 642	409 601
Édifices communautaires et récréatifs	14	731 825	731 825	586 532
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	506 314	506 314	803 728
Ameublement et équipement de bureau	18	159 914	159 914	85 589
Machinerie, outillage et équipement divers	19	85 619	146 796	284 559
Terrains	20	116 900	116 900	141 011
Autres	21			61 415
	22	13 621 321	13 682 498	6 348 728

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	726 320	726 320	484 278
Usines de traitement de l'eau potable	24	4 876 628	4 876 628	121 658
Usines et bassins d'épuration	25			9 744
Conduites d'égout	26	2 277 110	2 277 110	764 599
Autres infrastructures	27	4 060 160	4 060 160	2 586 270
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			2 867
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			6 877
Autres infrastructures	32	75 889	75 889	
Autres immobilisations corporelles	33	1 605 214	1 666 391	2 372 435
	34	13 621 321	13 682 498	6 348 728

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	8 181 190	2 185 337	624 674	9 741 853
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	21 420 002	5 532 064	2 023 414	24 928 652
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	29 601 192	7 717 401	2 648 088	34 670 505
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 781 059	714 000	664 029	4 831 030
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	4 781 059	714 000	664 029	4 831 030
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	88 489		11 068	77 421
	14	4 869 548	714 000	675 097	4 908 451
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17	4 869 548	714 000	675 097	4 908 451
	18	34 470 740	8 431 401	3 323 185	39 578 956
Dettes en cours de refinancement	19 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	20				
Dettes à long terme	21	34 470 740	8 431 401	3 323 185	39 578 956

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	39 175 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	5 781 617
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	16 732
Débiteurs	9	4 805 878
Autres montants	10	77 422
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	40 056 585
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	15	419 913
Endettement net à long terme	16	40 476 498
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	830 906
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	41 307 404
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	41 307 404
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	488 824	488 824	162 125
Autres	3	292 870	241 199	253 621
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	54 147	54 147	71 023
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10	141 445	141 445	131 668
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	779 186	12 670	3 954
Matières résiduelles	12	242 457	242 457	305 339
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	1 850	1 850	14 882
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	198 627	198 627	180 090
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	207 740	207 740	200 252
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	317 842	317 842	282 307
Activités culturelles	23			1
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 724 988	1 906 801	1 605 262

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1	424	415
Charges sociales	2	120	79
Biens et services	3	13 609 944	6 302 491
Frais de financement	4	10 833	6 578
Autres	5		
	6	13 621 321	6 309 563

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	26,00	37,50	50 700,00	2 218 931	564 384	2 783 315
Professionnels	2	97,00	0,50	582,00	89 644	9 002	98 646
Cols blancs	3	42,00	32,50	70 980,00	2 382 773	510 639	2 893 412
Cols bleus	4	51,00	40,00	106 080,00	2 439 088	513 628	2 952 716
Policiers	5						
Pompiers	6	32,00	10,00	16 640,00	815 291	89 311	904 602
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	248,00		244 982,00	7 945 727	1 686 964	9 632 691
Élus	9	12,00			230 062	43 306	273 368
	10	260,00			8 175 789	1 730 270	9 906 059

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	32 408	1 697 338			1 729 746
Réseau de distribution de l'eau potable	13	22 706				22 706
Traitement des eaux usées	14	414				414
Réseaux d'égout	15	41 069				41 069
Autres	16	575 217	1 957 749	498 979	3 156	3 035 101
	17	671 814	3 655 087	498 979	3 156	4 829 036

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	18 259	15 297
	4	18 259	15 297
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	19 207	36 020
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	19 207	36 020
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	287 696	335 413
Enlèvement de la neige	11	16 563	20 742
Autres	12		26 183
Transport collectif	13	971	
Autres	14	29 436	
	15	334 666	382 338
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	88 707	97 555
Réseau de distribution de l'eau potable	17	74 497	84 386
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	117 674	134 099
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	280 878	316 040
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	29 973	39 229
Promotion et développement économique	33	8 753	9 910
Autres	34		
	35	38 726	49 139
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	135 929	88 125
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	1 920	16 765
Autres	38	14 723	
	39	152 572	104 890
Réseau d'électricité			
	40		
	41	844 308	903 724

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Carl Péroquin	Maire	49 074	15 178		
Bernard Bigras-Denis	Maire	7 189	2 223		
Hugo Lajoie	Maire suppléant	16 460	8 230		
Denis Richer	Maire suppléant	17 811	8 905		
Guyline Desforges	Conseiller	15 880	7 940		
Alain Lanoue	Conseiller	13 851	6 925		
Patrick Cadieux	Conseiller	13 851	6 925		
Serge Lachance	Conseiller	13 851	6 925		
Christian David	Conseiller	2 029	1 015		
Virginie Filiatrault	Conseiller	2 029	1 015		
Aline Gravel	Conseiller	2 029	1 015		
Gaétan Larose	Conseiller	2 029	1 015		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 3 150 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ 3 ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

4 107 620 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

5 ☒ 6 ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

7 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

8 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

9 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

10 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

11 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

12 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

13 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

14 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

15 _____ \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

16 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

17 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

18 ☒ 19 ☐

20 36 113 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021

21 ☐ 22 ☒

23 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

24 ☐ 25 ☒

26 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

27 ☐ 28 ☒

29 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC D'Argenteuil

30 ☒ 31 ☐

32 ☒ 33 ☐

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

34 ☐ 35 ☒

36 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

37 ☐ 38 ☒

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

40 ☒ 41 ☐

42 67 503 \$

- b) autres formes d'aide

43 _____ \$

QUESTIONNAIRE **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 _____ \$

Systèmes de drainage

54 _____ \$

Abords de routes

55 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

62 ☒ 63 ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

64 401-11-2019

b) Date d'adoption de la résolution

65 2019-11-04

12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

66 1

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

67

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)

68

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8)

69

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9)

70 2

f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art. 10)

71

g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11)

72

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

73 1 038

i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16)

74 511

j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

75 2

k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

76 ☐ 77 ☒

13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL

78 \$

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres

79 7 555 936 \$

Ministère des Transports

80 1 265 766 \$

Ministère de la Culture et des Communications

81 1 595 518 \$

Autres ministères/organismes

82 1 100 051 \$

83 11 517 271 \$

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la Ville de Lachute,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Lachute (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



GARIÉPY BUSSIÈRE CPA INC.*

*Par Jean-Gaétan Gariépy, CPA auditeur

Saint-Jérôme, le 1er août 2022

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	19 430 299
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>67 503</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	67 503

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	13 370
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 515 764
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	72 389
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>15 896 279</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 337 831 900
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 368 685 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 353 258 500</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<u>1,1747/ 100 \$</u>
--	----	-----------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒ 2 ☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 ☒ 4 ☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 ☐ 6 ☒

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 ☐ 8 ☒

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 ☐ 10 ☒

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 ☐ 12 ☐ 13 ☒

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

14 ☐ 15 ☐ 16 ☒

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

17 ☐ 18 ☐ 19 ☒

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

20 ☐ 21 ☐ 22 ☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

23 ☐ 24 ☐

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?

25 ☐ 26 ☒

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2022-08-01

Nom du signataire : Nathalie Derouin

Date de transmission au Ministère : 18 août 2022

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021		Réalisations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	26 848 233	24 777 600	26 895 101	818 907	26 207 051
Investissement	2	1 697 934	14 529 900	5 579 718		5 579 718
	3	28 546 167	39 307 500	32 474 819	818 907	31 786 769
Charges	4	27 161 464	27 746 600	26 899 060	2 225 852	27 617 955
Excédent (déficit) de l'exercice	5	1 384 703	11 560 900	5 575 759	(1 406 945)	4 168 814
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 697 934)(	14 529 900)(	5 579 718)(	) (	5 579 718)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(313 231)	(2 969 000)	(3 959)	(1 406 945)	(1 410 904)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	4 169 045	4 255 400	4 442 024	566 350	5 008 374
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			1 900 000	914 550	2 814 550
Remboursement de la dette à long terme	10 (	2 475 812)(	2 576 300)(	2 625 726)(	74 034)(	2 699 760)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	137 103)(	206 600)(	227 961)(	22 902)(	250 863)
Excédent (déficit) accumulé	12	799 644	1 202 200	1 484 683	22 421	1 507 104
Autres éléments de conciliation	13	379 688	294 300	577 978		577 978
	14	2 735 462	2 969 000	5 550 998	1 406 385	6 957 383
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	2 422 231		5 547 039	(560)	5 546 479

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021	2020
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	2 410 375	1 203 745	1 839 930
Débiteurs	2	14 129 364	15 809 130	15 798 058
Placements de portefeuille	3	258 042	290 076	290 076
Autres	4	1 715 031	2 580 502	2 580 502
	5	18 512 812	19 883 453	20 508 566
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	33 718 342	38 873 657	39 277 613
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	8 753 504	8 638 809	10 186 457
	10	42 471 846	47 512 466	49 464 070
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(23 959 034)	(27 629 013)	(28 955 504)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	80 712 280	89 795 183	97 492 223
Autres	13	1 058 943	1 221 773	1 221 773
	14	81 771 223	91 016 956	98 713 996
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	2 862 936	6 442 831	6 472 387
Excédent de fonctionnement affecté	16	2 627 447	2 667 391	2 667 391
Réserves financières et fonds réservés	17	720 974	460 894	460 894
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	2 124 701) (	3 831 900) (	4 768 871) (
Financement des investissements en cours	19	(2 027 233)	(4 655 866)	(4 696 138)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	55 752 766	62 304 593	69 622 829
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	57 812 189	63 387 943	69 758 492
				65 589 678

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ À l'exercice suivant	23	750 000	608 100
▪ Développement parcs industriel	24	438 026	438 026
▪ Prog. économie d'eau potable	25	176 456	176 309
▪ Engagements	26	14 439	146 542
▪ Covid-19 (exercice suivant)	27	637 700	637 700
▪ Mandat d'évaluation	28	362 194	242 194
▪ Élections	29		90 000
▪ Études & projets rég. emp.	30	186 562	186 562
▪ Plan dir. égouts et Sinistrés	31	102 014	102 014
	32	2 667 391	2 627 447
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33		
	34	2 667 391	2 627 447
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	460 894	720 974
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36		
	37	3 128 285	3 348 421

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	40 056 585
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	41 307 404
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Total	Total
		consolidé	consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	24 928 652	21 420 002
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	9 741 853	8 181 190
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	4 831 030	4 781 059
Autres	8	77 421	88 489
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	39 578 956	34 470 740

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalizations 2020	Budget 2021	Réalizations 2021	
		Administration	Administration	Administration	Total
		municipale	municipale	municipale	consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	18 843 000	19 307 800	19 430 299	19 430 299
Compensations tenant lieu de taxes	12	1 160 535	1 170 300	1 171 620	1 171 620
Quotes-parts	13				
Transferts	14	1 727 950	656 300	674 970	675 690
Services rendus	15	2 169 752	2 170 600	2 034 685	1 345 915
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	2 566 025	1 220 400	3 116 702	3 116 702
Autres	17	380 971	252 200	466 825	466 825
	18	26 848 233	24 777 600	26 895 101	26 207 051
Investissement					
Taxes	19		500 000		
Quotes-parts	20				
Transferts	21	2 157 390	8 591 500	4 154 066	4 154 066
Autres	22	(459 456)	5 438 400	1 425 652	1 425 652
	23	1 697 934	14 529 900	5 579 718	5 579 718
	24	28 546 167	39 307 500	32 474 819	31 786 769

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
Administration générale	1	4 546 242	146 972	4 693 214	4 635 664	6 201 298
Sécurité publique						
Police	2	2 011 923		2 011 923	2 011 923	1 906 944
Sécurité incendie	3	1 495 543	211 382	1 706 925	1 706 925	1 559 722
Autres	4	244 283		244 283	244 283	227 408
Transport						
Réseau routier	5	4 239 221	1 831 299	6 070 520	6 070 520	5 678 889
Transport collectif	6	243 388	49 944	293 332	293 332	258 218
Autres	7		35 871	35 871	35 871	35 871
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	3 244 150	1 689 984	4 934 134	5 701 590	4 103 064
Matières résiduelles	9	1 075 041	9 997	1 085 038	1 085 038	1 020 874
Autres	10	97 315		97 315	97 315	97 928
Santé et bien-être	11	138 213		138 213	138 213	153 738
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	868 522	3 170	871 692	871 692	727 262
Promotion et développement économique	13	220 842		220 842	220 842	231 380
Autres	14					594
Loisirs et culture	15	3 188 045	463 405	3 651 450	3 651 450	3 327 920
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	844 308		844 308	853 297	918 057
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	22 457 036	4 442 024	26 899 060	27 617 955	26 449 167
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	4 442 024 (	4 442 024)			
	21	26 899 060		26 899 060	27 617 955	26 449 167

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020		Réalisations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 697 934	5 579 718		5 579 718
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	6 309 563)(	13 621 321)(	61 177)(	13 682 498)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	(536 268))(	1 379 095)(	))(	1 379 095)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	2 162 319	5 839 400		5 839 400
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	137 103	227 961	22 902	250 863
Excédent accumulé	6	1 658 281	728 715		728 715
	7	(1 815 592)	(8 204 340)	(38 275)	(8 242 615)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(117 658)	(2 624 622)	(38 275)	(2 662 897)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14